

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 78 (1990)

Heft: 6-7

Artikel: RDA : sans les femmes, pas de démocratie

Autor: Buri, Tania

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-279405>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

mois, alors que l'article 153 est-allemand ne condamne aucune femme qui avorterait durant cette même période, ndlr).

L.H. – Ce n'est pas aussi simple que cela, car il ne faut pas oublier que nous avons une histoire différente. Il faut pour l'instant qu'elles s'organisent. Ce n'est pas toujours facile de jouer les grandes sœurs de l'Ouest. Mais nous tissons des liens...

Malgré le désenchantement de L. Haase, Berlin-Ouest reste une scène féministe digne de ce nom, où l'on rencontre des politiciennes, des intellectuelles, des créatrices.

Il n'en demeure pas moins que la situation générale des femmes connaît ici comme partout ailleurs le reflux d'une période que l'on peut qualifier de réactionnaire. Le travail et les enfants sont toujours difficilement conciliables.

On tente d'établir cette «bonne vieille égalité» à l'aide des règles de quotas dans toutes les sphères de la société, mais rares sont les lieux où ces mesures se sont concrétisées.

Les femmes restent les cibles privilégiées du chômage et de la solitude désargentée dans la vieillesse.

Tania Buri

Visite à la Schokofabrik

Le mouvement féministe des années septante a manifesté, théorisé et promu la conscientisation ; celui des années huitante, lui, se définit par des orientations quelque peu différentes. C'est tout d'abord un féminisme de projets.

Ainsi, je me suis immergée dans les vapeurs du bain turc d'un centre de femmes situé dans le quartier de Kreuzberg. Tout a débuté par l'occupation d'une fabrique de chocolat en 1981. Les féministes squatteuses avaient alors pour projet de rénover ces bâtiments pour en faire un lieu qui répondrait spécifiquement aux besoins des femmes dans leur vie quotidienne.

Elles ont aménagé ce centre, dans lequel on trouve aujourd'hui des appartements communautaires, des garderies, des ateliers où l'on apprend à réparer son vélo ou à installer l'électricité. Il y a aussi ce bistrot ouvert à toutes.

Pour un projet d'une telle ampleur, il fallait de l'argent : c'est grâce au concours de la ville que cette utopie a pris corps. Et, comme l'a expliqué une des femmes qui travaillent là, «cela n'a pas été sans mal, car pour tout mouvement d'abord autonome, utiliser l'argent de la Ville ou de l'Etat signifie le passage à une institutionnalisation toujours sujette à débat».

RDA : sans les femmes, pas de démocratie

Pour les féministes est-allemandes, préserver des acquis fortement teintés de paternalisme et de natalisme ne suffit pas.

der Bundesregierung über den Runden Tisch ziehen!!!

Ina Merkel

Alle Frauen sind schön!



Unabhängiger Frauenverband

Alle Frauen sind stark!



Unabhängiger Frauenverband

En Allemagne de l'Est, 90% des femmes travaillent, 90% des femmes ont des enfants. Ce n'est pas un hasard dans un pays qui, au sortir de la guerre, a besoin de la main-d'œuvre féminine pour reconstruire son économie. Pour atteindre ce but, des décrets sont promulgués en matière d'éducation et d'emploi : égalité des salaires, adoption du système des quotas dans les milieux professionnels, congé maternité payé. Des infrastructures telles que des crèches, des maternelles, des cantines sont également mises en place.

C'est pour parer à la baisse de natalité qu'Honecker instaure la «Muttipolitik» dans les années septante (lire également ci-après l'interview de Jacqueline Heinen). Le congé maternité passe de 11 à 26 semaines. On crée le «Babyjahr», qui est un congé maternel d'un an. Le temps de travail est réduit pour les femmes ayant plus de deux enfants. Elles bénéficient aussi d'un jour de congé par mois pour le travail domestique. Au pays du socialisme réel, on s'enorgueillit d'avoir réalisé l'égalité entre femmes et hommes.

Pourtant, des groupes féministes, sous le couvert de l'Eglise luthérienne, haut lieu de la résistance en RDA, commencent de se rassembler dès les années septante. Il faut se souvenir qu'aucune expression publique ne leur était permise. Et c'est en réaction à la loi de 1982, loi prévoyant l'enrôlement des femmes dans l'armée en cas de conflit, qu'une mobilisation plus importante vit le jour.

Dès l'été 1989, les événements s'accélèrent à l'Est ; alors que des milliers d'Allemands de l'Est fuient à l'Ouest, l'opposition commence de s'organiser sur place. Dans toutes les grandes villes, on manifeste à partir du mois d'octobre aux cris de «Demokratie, jetzt oder nie». Les femmes y étaient...

Au numéro 165 de la Friederich Strasse, dans la «Maison de la démocratie», j'ai rencontré Petra Wunderlich et Katerine Bastian, du mouvement Unabhängiger Frauen Verband. Les mégots de cigarettes dans les cendriers ainsi que les cernes sous les yeux de mes interlocutrices étaient là comme pour attester de l'effervescence de ces derniers mois.

FS – Dans quel esprit avez-vous participé à la «révolution d'octobre»?

P.W. – Nous étions là pour attester de notre volonté de prendre une part active aux changements de notre société. De plus, il nous a semblé primordial de nous constituer en mouvement afin de pouvoir influer sur l'évolution de notre pays et de ne pas être une fois de plus «les laissées pour compte de l'Histoire».

FS – Comment les choses se sont-elles déroulées?

P.W. – C'est avec la création de Lilo Offensive en octobre que tout a commencé. Mais il faut signaler d'emblée que d'autres groupes de femmes se sont créés un peu partout. Et c'est pour mettre nos forces en commun que Lilo Offensive invita toutes ces femmes à la Volksbühne de Berlin-Est le 3 décembre dernier.

A notre grande surprise, nous nous sommes retrouvées près de 1200 femmes. Nous avons créé ainsi cette Fédération autonome des femmes (UFV). Nous avons rapidement établi les lignes principales de notre programme et nous avons surtout décidé de participer aux travaux de la table ronde chargée d'établir par des propositions la nouvelle politique de la RDA. Sans parler du choix de nous présenter aux élections du mois de mars dernier.

FS – Mais si l'on admet la situation privilégiée des femmes dans votre société, qu'est-ce qui justifie un regroupement féministe?

K.B. – Je pense que vous jugez de façon superficielle notre situation. Le SED pense avoir résolu la question femme en les faisant participer au système de production. Mais il ne faut pas se leurrer, 75% des femmes qui travaillent sont cantonnées dans des secteurs dits féminins, donc moins bien rémunérés que les travaux dits masculins. Seulement 20% se trouvent dans des postes de direction.

Nous bénéficions effectivement d'une infrastructure qui rend compatible le travail et la procréation. Mais cette politique qui considère la femme comme «mère de famille active» ne fait que conforter les stéréotypes sexuels et désigne la femme comme seule responsable de la sphère privée. Cela a pour conséquence la déresponsabilisation de l'homme quant aux partages des tâches domestiques et parentales. Le paragraphe 153 nous permet l'avortement, mais avec l'unification prochaine, pour combien de temps encore?

FS – Peut-on dire que ce sont les événements actuels qui justifient tout particulièrement votre regroupement?

K.B. – Bien sûr, car bien que nous dénoncions les imperfections de la politique de la RDA à notre égard, nous sommes conscientes qu'avec l'arrivée de la droite au pouvoir, il va s'agir dans un premier temps de conserver les acquis.

Le problème de l'avortement est symptomatique: nous craignons que l'Ouest ne puisse nous imposer ses vues à ce sujet-là. Mais au-delà de cet aspect défensif, nous avons pour exigence de participer en tant



FS – Quels sont vos projets immédiats, vos revendications?

P.W. – Nous proposons à la table ronde l'instauration d'un ministère de l'égalité pour le prochain gouvernement. Il sera chargé de contrôler l'impact de toutes les lois sur la situation de la femme, quel que soit le secteur dans lequel elles sont édictées. Il devra bien sûr promouvoir l'égalité dans tous les secteurs de la société.

De façon plus générale, nous proposons un projet de société qui prend en compte tous les aspects de celle-ci, car se dire féministe ne veut pas dire s'occuper seulement de la problématique femme. Il est également temps que l'on comprenne que les problèmes dits «de femmes» sont ceux de la société tout entière.

FS – Pouvez-vous préciser quelques-unes de vos revendications?

P.W. – Nous voulons une économie de marché qui soit contrôlée démocratiquement afin que ses conséquences sociales et écologiques soient supportables. Nous ne voulons pas que les changements de la structure économique se fassent sur le dos des femmes.

Sur le plan politique, les quotas doivent être introduits afin que les femmes puissent défendre leurs intérêts. **Tania Buri** ►

Est-Ouest: deux histoires, un avenir

Les femmes du Parti alternatif de Berlin-Ouest ont travaillé avec celles de l'UFV pour préparer les élections du 18 mars. J'ai demandé à Vera Vordenbaumen, responsable des relations Ouest-Est de ce parti pour la question des femmes, de me raconter comment cela s'est fait.

V.V. – Dès le mois d'octobre, nous avons installé à Berlin-Est un bureau de solidarité. Nous avons surtout amené une aide matérielle toute simple; elles avaient besoin de photocopies, de machines à écrire, de lieux où se faire imprimer. Nous leur avons aussi expliqué le fonctionnement des structures de l'Ouest ainsi que la teneur de nos débats féministes.

FS – Ont-elles accepté ce que l'on doit malgré tout appeler une aide?

V.V. – Cela ne s'est pas passé sans tensions, car malgré la rapidité des événements, nous devons les laisser se structurer elles-mêmes. Elles doivent de plus poser leur propre type de réflexion féministe. Nous avons d'ailleurs un certain nombre de divergences théoriques. Notre aide est donc surtout organisationnelle.

FS – Comment se sont déroulées ces élections?

V.V. – Il nous faut un peu entrer dans les détails électoraux. Les UFV se sont alliées avec les Verts est-allemands, parti qui s'est constitué de façon tout à fait indépendante des Verts de l'Ouest. Bündnis 90 (qui comprend Neues Forum, De-

mokratie jetzt...) et les Verts ont formé une fraction pour les élections à la Chambre du peuple (une fraction est un regroupement des forces qui a plus de droits qu'un parti). Cette fraction a obtenu 20 sièges (de 3 à 4%). Il était entendu avec les Verts que les UFV obtiendraient un tiers des sièges contre deux tiers des sièges pour les Verts. Or une fois les élections passées, les Verts ont refusé de respecter leurs engagements. Malgré la protestation des AL et des Verts ouest-allemands, les UFV n'ont pas les sièges auxquels elles avaient droit. Pour les élections communales du 6 mai, elles s'allieront avec un autre parti, les Vereinigte Linke.

FS – Votre travail avec les UFV a d'autres buts, quels sont-ils?

V.V. – Dans la perspective d'une Allemagne prochainement réunifiée, nous avons intérêt à coordonner nos actions. Notre histoire est différente, mais notre avenir est commun. Et si les femmes à l'Est ont beaucoup à perdre, nous avons beaucoup à gagner de leur collaboration. Nous ferons tout notre possible pour que les acquis légaux des femmes de l'Est deviennent le lot de l'Allemagne réunifiée. Dans une perspective plus pessimiste, nous allons aider les femmes de l'Est dans leur lutte pour la préservation des acquis, car avec l'introduction de l'économie libérale, elles risquent d'être les cibles privilégiées des coupes sociales. (tb)